



**RAPPORT FINANCIER
DU 1er SEMESTRE
2014**

Abréviations

b : baril
/b : par baril
/j : par jour
/an : par an
k : kilo (millier)
kb/j : kilo (millier) baril par jour
M : million
Mb/j : million b/j
km² : kilomètre carré
m³ : mètre cube
\$ et/ou dollar : dollar US
\$/b : dollar par baril
€ : euro

Définitions

Le terme « Société » utilisé dans le présent rapport se réfère exclusivement à Total Gabon.

Les termes « TOTAL », « Groupe » et « groupe Total » utilisés dans le présent rapport se réfèrent, de façon collective, à la société française TOTAL S.A. et l'ensemble de ses filiales directes ou indirectes situées en France ou hors de France.

Table de conversion

1 b/j = environ 50 t/an
1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37° API)

SOMMAIRE

Attestation du Rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Principales données financières	4
Résultats du deuxième trimestre 2014	4
Résultats du premier semestre 2014	5
Faits marquants depuis le début du premier semestre 2014	6
Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2014	8
Comptes condensés au 30 juin 2014	9
Rapport des commissaires aux comptes	9
Bilan au 30 juin 2014	10
Compte de résultats	12
Annexe aux comptes condensés au 30 juin 2014	17
Règles et méthodes comptables	18
Informations complémentaires	22
Commentaires sur le compte de résultats	27

RAPPORT FINANCIER DU 1^{er} SEMESTRE 2014

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, des principales transactions entre parties liées, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes condensés précités figure à la page 9 du présent Rapport financier semestriel. »

Benoît Chagué
Directeur Général



Le présent Rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française le 28 août 2014, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier en vigueur en France.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

		2T14	1T14	2T13	2T 14 vs 1T 14	1S14	1S13	1S 14 vs 1S 13
Prix moyen du Brent	\$/b	109,7	108,2	102,4	+1%	108,9	107,5	+1%
Prix moyen des bruts Total Gabon	\$/b	104,9	104,2	98,2	+1%	104,6	102,2	+2%
Production de pétrole brut des champs opérés par Total Gabon	kbj ⁽¹⁾	57,9	57,0	60,7	+2%	57,4	57,8	-1%
Production de pétrole brut liée aux participations de Total Gabon ⁽²⁾	kbj	48,1	47,3	51,1	+2%	47,7	47,6	-
Chiffre d'affaires	M\$ ⁽³⁾	490	299	411	+64%	789	801	-1%
Capacité d'autofinancement globale	M\$	217	233	278	-7%	450	503	-11%
Investissements pétroliers	M\$	224	138	247	+62%	362	391	-7%
Résultat net	M\$	50	67	75	-25%	117	149	-21%

⁽¹⁾ kbj : kilo (millier) baril par jour

⁽²⁾ Chiffres comprenant les barils de fiscalité revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

⁽³⁾ M\$: million de dollars US

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2014

Prix de vente

Au deuxième trimestre 2014, le prix moyen du Brent a atteint 109,7 dollars par baril, en hausse de 1% par rapport au premier trimestre 2014 (108,2 dollars par baril). Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé au deuxième trimestre 2014 à 104,9 dollars par baril, en hausse de 1% par rapport au premier trimestre 2014 (104,2 dollars par baril).

Production

La part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ affiche au deuxième trimestre 2014 une hausse de 2%, à 57 900 barils par jour par rapport à 57 000 barils par jour au premier trimestre 2014. Cette augmentation s'explique essentiellement par une meilleure disponibilité des compresseurs de Gonelle, Barbier et Anguille.

⁽¹⁾ Y compris les barils de fiscalité revenant à l'Etat dans le cadre des contrats de partage de production

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2014 s'élève à 490 millions de dollars, en progression de 64% comparé au premier trimestre 2014 (299 millions de dollars) en raison de l'augmentation des volumes vendus (+55%, soit +1,55 million de barils), de la hausse des échanges de brut avec les partenaires (+7%, soit +20 millions de dollars) et des prestations pour tiers (+2%, soit +8 millions de dollars).

Capacité d'autofinancement globale

La capacité d'autofinancement globale s'élève à 217 millions de dollars au deuxième trimestre 2014, en baisse de 7% par rapport au premier trimestre 2014 (233 millions de dollars), principalement du fait de l'augmentation des coûts d'exploitation (comptabilisation de dépenses non récurrentes) ; la hausse du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2014 est compensée par la variation de la production stockée.

Investissements

Au deuxième trimestre 2014, les investissements s'élèvent à 224 millions de dollars contre 138 millions de dollars au premier trimestre 2014. Les investissements sur le deuxième trimestre de l'année en cours concernent principalement les travaux suivants :

- la fin du projet d'intégration Anguille phase 3 ;
- la mobilisation d'une « pulling unit » pour des opérations sur puits et le début d'une campagne de reprises de puits ;
- la campagne sismique 3D OBN (« *ocean bottom node* ») sur la zone de Torpille.

Résultat net

Le résultat net du deuxième trimestre 2014 s'établit à 50 millions de dollars contre 67 millions de dollars au premier trimestre 2014. Cette baisse s'explique principalement par la hausse de dépenses non récurrentes dans les coûts d'exploitation.

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2014

Prix de vente

Au premier semestre 2014, le prix moyen du Brent s'est établi à 108,9 dollars par baril, en hausse de 1% par rapport au premier semestre 2013 (107,5 dollars par baril). Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé au premier semestre 2014 à 104,6 dollars par baril, en hausse de 2% par rapport au premier semestre 2013 (102,2 dollars par baril).

Production

La part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée pour le premier semestre 2014 à 47 700 barils par jour, stable par rapport au premier semestre 2013

⁽¹⁾ Y compris les barils de fiscalité revenant à l'Etat dans le cadre des contrats de partage de production

(47 600 barils par jour). La hausse de la production liée à la mise en service de puits additionnels dans le cadre de la phase 3 du projet de redéveloppement du champ d'Anguille et à l'optimisation de puits existants sur les champs d'Anguille, de Torpille et de Girelle, a été neutralisée par l'indisponibilité des compresseurs de Gonelle, Barbier, Anguille, et des pompes sur Atora.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'élève à 789 millions de dollars, en recul de 1% par rapport au premier semestre 2013 (801 millions de dollars), principalement en raison de la baisse des volumes vendus sur la période (-480 000 barils) et de celle des prestations pour tiers (-7 millions de dollars) partiellement compensées par la hausse des prix de vente des qualités de brut commercialisées (+3,1 dollars par baril) et la hausse des échanges de brut avec les partenaires (+23 millions de dollars).

Capacité d'autofinancement globale

La capacité d'autofinancement globale s'élève à 450 millions de dollars au premier semestre 2014, en baisse de 11% par rapport au premier semestre 2013 (503 millions de dollars), pénalisée par la hausse des coûts d'exploitation résultant principalement :

- de la comptabilisation de dépenses non récurrentes au 1er semestre 2014 ;
- des opérations de gros entretien puits effectuées sur les champs d'Hylia et Anguille par le rig Constellation ;
- de la hausse significative du prix du gazoil industriel depuis janvier 2014.

Investissements

Au premier semestre 2014, les investissements s'élèvent à 362 millions de dollars, en baisse de 7% par rapport au premier semestre 2013 (391 millions de dollars), principalement en raison de la baisse des coûts d'exploration, après la campagne de forage sur le permis de Diaba en 2013.

Résultat net

Le résultat net du premier semestre 2014 s'établit à 117 millions de dollars contre 149 millions de dollars au premier semestre 2013 ; cette baisse résulte principalement de la hausse des amortissements liée aux mises en service, en 2013, des installations liées à la phase 3 du redéveloppement du champ d'Anguille (plateforme AGMN, centrale électrique, pipes etc.), ainsi que de la hausse des coûts d'exploitation (dépenses non récurrentes et gros entretiens puits).

FAITS MARQUANTS DEPUIS LE DÉBUT DU 1^{ER} SEMESTRE 2014

Assemblée générale et dividende

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Total Gabon s'est réunie le 28 mai 2014 à Libreville et a approuvé le versement d'un dividende de 34,00 dollars par action au titre de l'exercice 2013. Le service du dividende en 2014, au titre de l'exercice 2013, s'est établi à 153 millions de dollars.

Le dividende a été mis en paiement à partir du 16 juin 2014 pour une contre valeur de 24,99 euros sur la base du cours du dollar de la Banque centrale européenne du 28 mai 2014 fixé à 0,7349 euro pour un dollar.

Exploration

Sur le champ de Torpille (Total Gabon opérateur), l'acquisition d'une sismique 3D OBN est en cours avec le double objectif de dé-risquer un développement complémentaire de Torpille – Torpille Nord Est similaire à celui d'Anguille, et d'évaluer le potentiel de l'ante-salifère sous les champs de cette zone.

Sur Diaba (Total Gabon opérateur), suite à la réévaluation globale de la prospectivité du permis, une nouvelle campagne sismique 3D va être lancée en août 2014. Celle-ci couvrira la partie ouest du permis.

Sur le permis Nziembou (Perenco opérateur), le forage du prospect Igongo avec l'appareil Caroil 7 est en cours et les résultats sont attendus dans les prochains jours.

Développement

Re-développement du champ d'Anguille

Les opérations de forage de la phase 3 du projet de re-développement d'Anguille se poursuivent depuis la plateforme Anguille Marine Nord (AGMN) avec l'appareil de forage Setty.

Les dix premiers puits de la phase 3 (huit puits producteurs et deux puits injecteurs), qui en compte vingt-et-un à forer depuis AGMN, sont maintenant opérationnels.

Autres activités opérées

Les grands travaux d'intégrité destinés à prolonger la durée de vie des plates-formes des sites Grondin et Torpille se poursuivent, et la mise en service du pipe 18" pour le recyclage du gaz d'Anguille a été réalisée le 12 juin 2014. Cette connexion permet dès à présent de réduire fortement le soutirage du « gas cap » de Torpille.

Redressement fiscal

La procédure de mise en recouvrement partielle relative au redressement fiscal dont la Société a fait l'objet au titre des années 2008 – 2010 a été suspendue le 5 mars 2014. Les discussions avec les autorités compétentes se poursuivent.

PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE 2014

Les activités de Total Gabon sont exposées à certains facteurs de risque notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Rapport financier annuel afférent à l'exercice 2013 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française.

Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant les six derniers mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

COMPTES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2014

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES

Aux Actionnaires,

Introduction

En exécution de la mission qui nous a été confiée et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons procédé à l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Total Gabon, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, à qui il appartient d'établir ces comptes conformément aux principes comptables définis dans l'acte comptable de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Étendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 relative à l'examen limité de comptes intermédiaires. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'audit internationales. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. En conséquence, nous ne formulons pas une opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les principes comptables décrits dans la note « Règles et méthodes comptables » des comptes semestriels condensés joints au présent rapport.

Libreville, le 28 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

Claude AYO-IGUENDHA

Ernst & Young Gabon
Ludovic NGATSE

BILAN AU 30 JUIN 2014

ACTIF (en milliers de dollars US)

	30 juin 2014		31 décembre 2013	
	Montant brut	Amort./Prov.	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 928 112	1 912 703	15 409	16 241
Frais de recherche et de développement	240 893	240 519	374	
Exploration pétrolière et minière	1 278 877	1 278 877		
Concessions et droits similaires, brevets, licences	394 518	379 518	15 000	16 194
Logiciel	13 824	13 789	35	47
Immobilisations corporelles	7 370 588	5 209 427	2 161 161	2 188 292
Terrains	29 154	26 856	2 298	2 416
Bâtiments	121 435	80 130	41 305	45 538
Sondages d'exploitation, installations et agencements	7 017 101	4 931 163	2 085 938	2 105 304
Autres immobilisations corporelles	202 898	171 278	31 620	35 034
Immobilisations financières	455 336	3 089	452 247	445 889
Titres de participation	721	363	358	358
Autres immobilisations financières	454 615	2 726	451 889	445 531
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	9 754 036	7 125 219	2 628 817	2 650 422
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	226 671	38 671	188 000	178 449
Matières premières et autres approvisionnements	212 863	30 738	182 125	169 934
Quote-part sur stocks associés	13 808	7 933	5 875	8 515
Produits intermédiaires et finis				
Créances et emplois assimilés	907 064	305	906 759	806 912
Fournisseurs, avances versées	36 284		36 284	56 493
Clients	414 701	305	414 396	488 292
Autres créances	456 079		456 079	262 127
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 133 735	38 976	1 094 759	985 361
Disponibilités	118 256		118 256	160 956
TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	118 256		118 256	160 956
Ecarts de conversion Actif (IV) (perte probable de change)	163		163	1 369
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	11 006 190	7 164 195	3 841 995	3 798 108

BILAN AU 30 JUIN 2014

PASSIF avant répartition (en milliers de dollars US)

	30 juin 2014	31 décembre 2013
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	76 500	76 500
Primes et Réserves	1 413 508	1 264 573
Réserve légale	15 300	15 300
Autres réserves	136	136
Report à nouveau	1 398 072	1 249 137
Résultat net de l'exercice	117 090	301 936
Autres capitaux propres	733 881	810 708
Provisions réglementées et fonds assimilés	733 881	810 708
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 340 979	2 453 717
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Emprunts et dettes financières diverses	211 085	160 219
Provisions financières pour risques et charges	604 848	580 146
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	815 933	740 365
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	3 156 912	3 194 082
PASSIF CIRCULANT		
Clients, avances reçues		
Fournisseurs d'exploitation	392 809	447 076
Dettes fiscales	38 962	18 412
Dettes sociales	13 013	14 683
Associés dans le cadre de conventions particulières et autres dettes	84 655	53 666
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	529 439	533 837
Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	149 597	58 317
TOTAL TRÉSORERIE- PASSIF IV	149 597	58 317
Ecarts de conversion Passif (V) (gain probable de change)	6 047	11 872
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	3 841 995	3 798 108

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers de dollars US)

CHARGES (1^{ère} partie)	1er semestre 2014	1er semestre 2013	année 2013
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (1)	71 394	59 866	106 761
Autres achats et sur/sous enlèvements (2)	37 991	40 908	89 109
Variation de stocks (3)	-6 880	-16 817	-25 895
Transports	69 778	90 472	201 894
Services extérieurs	470 745	471 813	1 165 043
Impôts, taxes et versements assimilés	172 763	165 503	360 666
Autres charges	963	274	1 185
Sous-total (4)	816 754	812 019	1 898 763
Charges de personnel	79 575	85 238	197 201
<i>dont personnel extérieur</i>	37 412	40 658	104 738
Dotations aux amortissements et aux provisions	449 834	396 913	785 147
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 346 163	1 294 170	2 881 111
PRODUITS (1^{ère} partie)	1er semestre 2014	1er semestre 2013	année 2013
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Ventes - hydrocarbures	756 560	761 523	1 721 133
Travaux, services vendus	32 551	39 208	91 668
CHIFFRE D'AFFAIRES (5)	789 111	800 731	1 812 801
<i>dont à l'exportation</i>	708 458	760 185	1 715 078
Production stockée - hydrocarbures (6)	97 880	39 167	-37 216
Production immobilisée (7)	396 614	498 269	1 207 762
<i>dont Part société</i>	361 735	389 961	956 300
<i>dont Part tiers associés</i>	34 879	108 308	251 462
MARGE BRUTE SUR MATIÈRES = (5+6+7-1-2-3)	1 181 100	1 254 210	2 813 372
Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers (8)	63 581	61 659	133 933
VALEUR AJOUTÉE = (5+6+7+8-4)	530 432	587 807	1 218 517
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	450 857	502 569	1 021 316
Reprises de provisions	117 701	43 985	71 990
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 464 887	1 443 811	3 189 270
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (Bénéfice)	118 724	149 641	308 159

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers de dollars US)

CHARGES (2^{ème} partie)	1er semestre 2014	1er semestre 2013	année 2013
REPORT TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 346 163	1 294 170	2 881 111
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Frais financiers	3 348	4 767	8 564
Pertes de change	0	0	1 242
Dotations aux amortissements et aux provisions	579	895	1 131
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	3 927	5 662	10 937
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 350 090	1 299 832	2 892 048
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	0	0	463
Charges HAO	0	0	0
TOTAL DES CHARGES HAO	0	0	463
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			
Impôts sur les sociétés	0	14	12
TOTAL IMPÔTS	0	14	12
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	1 350 090	1 299 846	2 892 523
PRODUITS (2^{ème} partie)	1er semestre 2014	1er semestre 2013	année 2013
REPORT TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 464 887	1 443 811	3 189 270
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Revenus financiers	620	994	1 516
Gains de change	1 673	1 066	0
Reprises de provisions	0	0	0
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	2 293	2 060	1 516
RÉSULTAT FINANCIER	-1 634	-3 602	-9 421
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 467 180	1 445 871	3 190 786
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	117 090	146 039	298 738
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Produits des cessions d'immobilisations	0	0	463
Produits HAO	0	2 747	3 210
Reprises HAO	0	0	0
TOTAL DES PRODUITS HAO	0	2 747	3 673
RÉSULTAT HAO	0	2 747	3 210
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	1 467 180	1 448 618	3 194 459
RÉSULTAT NET	117 090	148 772	301 936

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES (TAFIRE)

1^{ère} Partie : Détermination des soldes financiers au 30 juin 2014 (en milliers de dollar US)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)				
			Excédent Brut d'Exploitation	450 857
Frais financiers	3 348		Revenus financiers	620
Pertes de changes	0		Gain de change	1 673
Charges HAO	0		Produit HAO	0
Impôts sur résultat	0			
Total (I)	3 348		Total (II)	453 150
			2014	2013
CAFG : total (II) - total (I) =			449 802	1 015 761
Distribution de dividendes			153 001	153 177
AUTOFINANCEMENT (A.F)			296 801	862 584
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E) entre 2013 et 2014				
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
	augmentation (+)	diminution (-)	diminution (-)	augmentation (+)
A - Variation des stocks			C - Variation des dettes circulantes	
Marchandises	0	0	Clients, avances reçues	0
Matières premières	6 678	0	Fournisseurs d'exploitation	54 267
En cours	0	0	Dettes fiscales	0
Produits fabriqués	0	0	Dettes sociales	1 670
Variation globale nette des stocks	6 678	0	Autres dettes	5 825
B - Variation des créances			Risques provisionnés	30 989
Fournisseurs, avances versées	0	20 209	Variation globale nette des dettes	0
Clients	0	73 896	circulantes	10 223
Autres créances	190 711	0		
Variation globale nette des créances	96 606	0	VARIATION DU BFE = A + B + C	113 507
			2014	2013
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (ETE)				
Excédent brut d'exploitation			450 857	1 021 316
Variation du BFE (- si emplois ; + si ressources)			-113 507	-108 720
Production immobilisée			-396 614	-1 207 762
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			-59 264	-295 166

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES (TAFIRE)

2^{ème} Partie- Tableau financier des ressources et des emplois (en milliers de dollars US)

	Année 2014		Année 2013	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS				
Croissance interne				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	361 782	0	958 541	463
Exploration	18 566	0	91 419	0
Développement	338 702	0	833 512	0
Investissements généraux	4 514	0	33 610	463
Croissance externe				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	9 443	3 085	68 795	6 128
I. INVESTISSEMENT TOTAL	368 140	0	1 020 745	0
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	113 507		108 720	0
A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER	481 647	0	1 129 465	0
III. EMPLOIS/RESSOURCES	0	0	0	0
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	0	0	0	0
B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	481 647	0	1 129 465	0
V. FINANCEMENT INTERNE	153 001	449 802	153 177	1 015 761
Dividendes (emplois) / CAFG (Ressources)	153 001	449 802	153 177	1 015 761
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES	0	0	0	0
Augmentations de capital par apports nouveaux	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0
Prélèvements sur le Capital	0	0	0	0
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS (2)	0	50 866	0	140 514
Emprunts (2)	0		0	0
Autres dettes financières (2)	0	50 866	0	140 514
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	347 667	0	1 003 098
D - EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C – B)	133 980		126 367	
VIII. VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	0	31 341	102 639	0
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	102 639	0	229 006	0
VARIATION TRÉSORERIE		133 980		126 367
Contrôle : D = VIII avec signe opposé	0			0

(1) (Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII

(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars US)

	Capital	Primes & Réserves	Provisions Réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2014	76 500	1 264 573	810 708	301 936	2 453 717
Affectation du résultat précédent	-	301 936	-	-301 936	-
Distribution des Dividendes	-	-153 001	-	-	-153 001
Résultat de l'exercice	-	-	-	117 090	117 090
Provision PID - PIH (1)	-	-	-27 490	-	-27 490
Amortissements Dérogatoires	-	-	-49 337	-	-49 337
Capitaux propres au 30/06/2014	76 500	1 413 508	733 881	117 090	2 340 979

(1) Dont dotation de l'exercice : 20 958 K\$ et reprise : 48 448 K\$

ANNEXE AUX COMPTES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2014

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Les comptes semestriels de la Société ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis dans l'Acte comptable de l'Ohada (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) portant sur l'organisation et l'harmonisation des comptabilités, à l'exception de quelques dérogations liées, d'une part, à la spécificité du secteur pétrolier et, d'autre part, à l'application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de ses avenants.

Les comptes semestriels de la Société au 30 juin 2014 sont arrêtés selon les mêmes méthodes que ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

En application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de l'avenant N° 29 du 10 mars 1994, et conformément aux dispositions de l'article 916 alinéa 1 de l'Acte Uniforme Ohada, la comptabilité de la Société est tenue en dollar américain.

La comptabilisation aux normes Ohada (dont les principaux éléments relatifs aux règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement du présent Rapport financier semestriel sont rappelés ci-après) est pour l'essentiel, en ligne avec le Plan Comptable Général français de 1982.

L'unité de présentation des états financiers est le millier de dollars.

RÈGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations comprennent :

- des dépenses de géologie et de géophysique ;
- des forages d'exploration ;
- des droits miniers.

1.1. Dépenses de géologie et de géophysique

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste "Exploration pétrolière et minière". Ces dépenses sont amorties à 100% l'année de leur engagement.

1.2. Forages d'exploration

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique "Exploration pétrolière et minière". Les puits d'exploration sont amortis à 100 % l'année du forage. Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

1.3. Droits miniers

- Les droits miniers sont dits "non prouvés" si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100% l'année de leur acquisition.

- Les droits miniers sont dits "prouvés" si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature, tels que définis ci-dessus, et des bonus de production payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

Bonus de signature :

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production (CEPP).

2. Immobilisations corporelles

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles.

Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les immobilisations acquises ou réalisées par Total Gabon dans le cadre de l'avenant 31 et ayant fait l'objet d'un programme détaillé de développement présenté et approuvé par l'administration en charge des hydrocarbures, peuvent fiscalement être amorties linéairement sur une période de 3 ans à compter de la date d'investissement (article 15.2 tel que redéfini dans l'article 9 de l'avenant 31).

Le complément d'amortissement résultant de la différence entre les amortissements pratiqués sur une durée de trois exercices fiscaux sur des immobilisations acquises ou réalisées par la société (amortissements fiscaux) et les amortissements pour dépréciation tels que résultant de l'application des règles habituelles, constitue un amortissement dérogatoire. Cette différence est comptabilisée au compte de provision pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculés selon le mode linéaire, conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants, et aux dispositions du Code général des Contributions Directes et Indirectes et de l'arrêté N°00176/MFBP/DG-CDI/SG pris par le Ministre des Finances gabonais le 3 août 1992.

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont virées en immobilisations à la date de mise en service.

3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes dédiés en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

4. Stocks de matières premières et autre approvisionnement

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Moyen Pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit. Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

5. Stocks de produits intermédiaires et finis

Les produits finis (hydrocarbures) sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production, ainsi que la redevance de production.

Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par actif et par produit lorsque le coût de production est supérieur à la valeur nette de réalisation à la clôture.

6. Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture de l'exercice. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

7. Disponibilités

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

8. Provisions réglementées

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et une Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de la période figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de la période font l'objet de reprises de provision à due concurrence comptabilisées en produits d'exploitation ordinaire.

9. Provisions pour restitution des sites

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent, sont corrigés de l'inflation jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

- l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;
- les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production (CEPP) pour les champs opérés sous le régime de partage de production.

Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation.

Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

10. Autres provisions pour risques et charges

10.1. Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" - cf. 1.3 ci-dessus.

10.2. Provision pour congé d'attente retraite :

Cette provision couvre les coûts de maintien partiel du salaire des personnels partis en préretraite. Elle est reprise chaque année à hauteur des indemnités versées aux personnels qui en bénéficient.

10.3. Provision pour indemnité de service rendu :

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 révisés en février 2006 est calculée sur la moyenne du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et taux ci-dessous :

- Taux d'actualisation : 4,5%
- Augmentation du salaire de base : 3,00%
- Taux d'inflation : 3,00%

Jusqu'à 15 ans	30%
De 16 ans jusqu'à 25 ans	35%
De 26 ans jusqu'à 30 ans	40%
Au-delà de 31 ans	45%

11. Intéressement des salariés

L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 6 juillet 2011 par les délégués du personnel et la direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

12. Impôts

La charge présentée au compte de résultat est une charge (ou un produit) d'impôt courant comprenant :

- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 76,5% ;
- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 35%.

Cette charge (ou ce produit) d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour Investissements Diversifiés (PID) et aux Provisions pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisée en résultat d'exploitation.

A noter enfin que la charge d'impôt relative aux champs opérés sous le régime des Contrats d'Exploitation et de Partage de Production (CEPP) est incluse dans la quantité de pétrole brut revenant à la République Gabonaise.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2014

Exercice du 01/01/2014 au 30/06/2014

Actif immobilisé (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Montant brut à l'ouverture de l'exercice	B		C Cession Scissions hors service	D = A + B - C Montant brut à la clôture de l'exercice
		Acquisitions Apports Créations	Virements de poste à poste + ou -		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 909 546	18 566	0	0	1 928 112
Frais de recherche et de développement	233 520	7 373			240 893
Exploration pétrolière et minière	1 275 684	3 193			1 278 877
Concessions et droits similaires, brevets et licences	386 518	8 000			394 518
Logiciel	13 824	0	0		13 824
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 027 372	343 216	0	0	7 370 588
Terrains	29 154	0	0		29 154
Bâtiments	119 020	2 121	294		121 435
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	6 677 361	338 702	1 038		7 017 101
Autres immobilisations corporelles	201 837	2 393	-1 332		202 898
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	448 978	9 443	0	3 085	455 336
Titres de participation	721	0			721
Autres immobilisations financières	448 257	9 443		3 085	454 615
TOTAL GÉNÉRAL	9 385 896	371 225	0	3 085	9 754 036

Nota: Aucun bien pris en crédit bail et contrats assimilés. Les autres immobilisations financières sont constitués des fonds de restitution des sites et des prêts aux collaborateurs ; le montant des prêts remboursés au cours de l'exercice s'élève à 3 085 k\$

Amortissements (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions Amortissements des éléments sortis de l'actif	D = A + B - C Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice
Frais de recherche et de développement	233 520	6 999	0	240 519
Exploration pétrolière et minière	1 275 684	3 193	0	1 278 877
Concessions et droits similaires, brevets et licences	370 324	9 194	0	379 518
Logiciel	13 777	12	0	13 789
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 839 080	370 347	0	5 209 427
Terrains	26 738	118	0	26 856
Bâtiments	73 482	6 648	0	80 130
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	4 572 057	359 106	0	4 931 163
Autres immobilisations corporelles	166 803	4 475	0	171 278
TOTAL GÉNÉRAL	6 732 385	389 745	0	7 122 130

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2014

Exercice du 01/01/2014 au 30/06/2014

Plus-values et moins-values de cession et réformes d'actifs (en milliers de dollars US)

	A Montant brut	B Amortissements pratiques	C= A-B Valeur comptable nette	D Prix de cession	E= D-C Plus ou moins value
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	-	-	-	-	-

Provisions inscrites au bilan (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations	C Diminutions Reprises	D= A+B-C Provisions à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	42 789	16 528	18 855	40 462
Provisions pour restitution de sites	537 356	27 181	151	564 386
(I) PROVISIONS AU PASSIF	580 145	43 709	19 006	604 848
Provisions financières	3 089	0	0	3 089
- sur titres de participation	363			363
- sur prêts et avances	2 726			2 726
Dépréciations des stocks	41 544	2 873	0	38 671
- Produits Finis	-			-
- matières premières et autres approvis.	34 244	3 506		30 738
- sur stocks associés	7 300	633		7 933
Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	305		0	305
(II) PROVISIONS EN MOINS A L'ACTIF	44 938	2 873	0	42 065
TOTAL (I + II)	625 083	40 836	19 006	646 913

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2014

Exercice du 01/01/2014 au 30/06/2014

Échéances des créances à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)

Créances	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans	
					Dont échues
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	455 336	3 267		3 267	448 802
Prêts (1)	13 069	3 267		3 267	6 535
Créances rattachées à des participations	2 360				2 360
Autres immobilisations financières (2)	439 907				439 907
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	907 064	907 064			
Avances Fournisseurs	36 284	36 284			
Clients et comptes rattachés (3)	414 701	414 701			
Personnel	1 750	1 750			
Sécurité sociale et organismes sociaux					
État (4)	294 000	294 000			
Organismes internationaux					
Associés et Groupe	158 192	158 192			
Débiteurs divers	2 137	2 137			
TOTAL (I) + (II)	1 362 400	910 331		3 267	448 802

(1) Prêts accordés en cours d'exercice 4 958 k\$. Remboursements obtenus en cours d'exercice : 3 219 k\$.

(2) Au 30/06/2014, placements pour restitution des sites en cours d'exercice 4 621 k\$

(3) Au 30/06/2014, entreprises liées : Total Oil Trading 349 306 K\$ et Sogara 21 444 K\$

(4) Au 30/06/20134 créance sur le Trésor Public au titre des demandes de remboursements de TVA : 246 582 k\$

Échéances des dettes à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)

Dettes	Montant brut	Analyse par échéances		
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (I)	211 085			211 085
Emprunts et dettes des établissements de crédit (1)	211 085			211 085
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (II)	529 438	529 438		
Fournisseurs et comptes rattachés	392 809	392 809		
Personnel	10 012	10 012		
Sécurité sociale et organismes sociaux	3 001	3 001		
État	38 962	38 962		
Associés et Groupe	83 986	83 986		
Créditeurs divers	668	668		
TOTAL (I + II)	740 523	529 438		211 085

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice : néant

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2014

Chiffre d'affaires - synthèse (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Ventes de Brut (Mb)	7,29	754 986	7,44	760 078
Ventes de Gaz (Mm ³)	23,42	1 574	10,66	1 445
Travaux, Services vendus		32 551		39 208
CHIFFRE D'AFFAIRES		789 111		800 731

Production immobilisée (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	2013
	Montant	Montant	Montant
Total Gabon EXPLORATION	18 566	37 977	91 419
Total Gabon INVESTISSEMENTS	343 169	351 984	864 880
PRODUCTION IMMOBILISÉE PART Total Gabon	361 735	389 961	956 299
Q/P Associés EXPLORATION			
Q/P Associés INVESTISSEMENTS	34 879	108 308	251 462
PRODUCTION IMMOBILISÉE Q/P ASSOCIÉS	34 879	108 308	251 462
TOTAL	396 614	498 269	1 207 761

Produits financiers (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	2013
	Montant	Montant	Montant
Produits financiers sur comptes bloqués	580	939	1 436
Produits financiers sur prêts et avances aux sociétés			
Refacturation frais financiers sur stocks	40	55	80
Gain de change	1 673	1 066	-
TOTAL	2 293	2 060	1 516

Charges financières (en milliers de dollars US)

LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	2013
	Montant	Montant	Montant
Charges et Commissions bancaires	339	3 459	5 621
Frais bancaires	1 347		
Intérêts sur emprunt	1 662	1 308	2 944
Perte de change	-		1 241
Dotations aux provisions RES	579	895	1 131
TOTAL	3 927	5 662	10 937
TOTAL RÉSULTAT FINANCIER	-1 634	-3 602	-9 421

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS AU 30 JUIN 2014

Engagements hors bilan (en milliers de dollars US)

	1 ^{er} semestre 2014	2013 1 ^{er} semestre 2013	
Engagements reçus	12 903	10 417	2 462
Fournisseurs - garanties bancaires	12 903	10 417	2 462
Engagements donnés	29 803	30 084	24 309
Cautions vis-à-vis du personnel	1 139	1 132	2 013
Cautions douanières	28 664	28 952	22 296
TOTAL	42 706	40 501	26 771

Montants en \$ obtenus par conversion au taux de clôture de juin 2014 soit un euro = 1,3658 \$

Principales transactions réalisées avec les parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés Total Oil Trading SA, Total Participations Pétrolières Gabon, TOTAL SA et SOGARA, la République Gabonaise n'étant pas considérée comme une partie liée au sens de l'article R 123-196 applicable à Total Gabon) ainsi que les créances et les dettes vis à vis de ces dernières sont les suivantes :

Bilan (en milliers de dollars US)

	1er semestre 2014	2013	2012
Créances			
Clients et comptes rattachés	370 804	460 878	371 929
Autres créances	12 551	11 707	40 112
Dettes			
Fournisseurs et dettes diverses	46 049	28 840	1 817

Compte de résultat (en milliers de dollars US)

	2014	2013	2012
Ventes	708 458	1 715 078	1 620 656
Autres produits	41 795	109 305	105 494
Autres Charges	77 157	173 117	189 775

COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Charges et produits d'exploitation

- **Activités d'exploitation**

Au premier semestre 2014, les charges relatives aux activités d'exploitation s'élèvent à 1,346 milliard de dollars, en hausse de 4% par rapport au premier semestre 2013 (1,294 milliard de dollars) résultant essentiellement de l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions, du gros entretien fonds et des coûts d'exploitation non récurrents partiellement compensé par la baisse des charges liés au transport et au personnel.

- **Dotations aux amortissements et aux provisions**

Les dotations s'élèvent à 450 millions de dollars au premier semestre 2014, en hausse de 13% par rapport au premier semestre 2013 (397 millions de dollars), essentiellement en raison de l'augmentation des dotations aux amortissements liée aux mises en service en 2013 des installations liées à la phase 3 du redéveloppement du champ d'Anguille (plateforme AGMN, centrale électrique, pipes etc.).

- **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'élève à 789 millions de dollars, en recul de 1% par rapport au premier semestre 2013 (801 millions de dollars), principalement en raison de la baisse des volumes vendus sur la période (-480 000 barils) et de celle des prestations pour tiers (-7 millions de dollars) partiellement compensées par la hausse des prix de vente des qualités de brut commercialisées (+3,1 dollars par baril) et la hausse des échanges de brut avec les partenaires (+23 millions de dollars).

- **Production stockée**

La production stockée du premier semestre 2014 s'élève à 98 millions de dollars, en hausse de 58 millions de dollars par rapport au premier semestre 2013 (39 millions de dollars). Cette augmentation est due principalement à la baisse des volumes vendus au premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013, liée au planning des enlèvements de brut.

- **Production immobilisée**

La production immobilisée du premier semestre 2014 en part Total Gabon s'élève à 362 millions de dollars, dont 19 millions de dollars sont relatifs à des travaux d'exploration et 343 millions de dollars à des travaux de développement, est en diminution de 7% par rapport au premier semestre 2013. Ce recul s'explique principalement par la baisse des investissements d'exploration majoritairement liés en 2013 à la campagne de forage sur le permis de Diaba.

Ainsi, le résultat d'exploitation s'établit à 119 millions de dollars au premier semestre 2014, contre 150 millions de dollars au premier semestre 2013, soit une baisse de 21%.

Activité financière

Les charges financières s'élèvent à 4 millions de dollars au premier semestre 2014 contre 6 millions de dollars au premier semestre 2013 et sont principalement constituées des frais financiers liés à l'accord de financement mis en place au mois de juin 2013.

Les revenus financiers proviennent des intérêts générés par les fonds destinés à la restitution des sites et d'effets de change positifs.

Ainsi, le solde des opérations financières se traduit par une charge de 2 millions de dollars au premier semestre 2014 contre 4 millions de dollars au premier semestre 2013.